

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

De quoi demain sera fait

Le Bloc des gauches vient de remporter la victoire. Les hommes qui depuis 1919 représentaient dans ce pays une bourgeoisie arrogante et orgueilleuse, prête à toutes les réactions, ont été balayés le 11 mai par le peuple soi-disant souverain. Est-ce à dire que les choses iront mieux par la suite, et qu'une ère de prospérité et de paix, après les années lourdes de misère, d'impôts, de vie chère que la classe ouvrière vient de subir, va s'ouvrir enfin sous l'égide de ceux qui se réclament de la démocratie ? Est-ce à dire également que les grandes crises qui sevissent aujourd'hui : crise des changes, crise des logements, crise de chômage, etc... vont s'atténuer du fait de la défaite du Bloc national ?

Pas le moins du monde. Absolument rien ne changera, et la misère, les impôts, la vie chère, enfin tout le poids de la crise économique, tout cela conluiera comme par le passé, écrasant de jour en jour davantage la classe ouvrière qui en est encore à ce degré de naïveté de croire qu'un changement de personnel gouvernemental, une orientation vers la gauche, auront cette singulière vertu d'améliorer son sort. Pour ceux qui croient toujours aux sorcelleries et aux mensonges électoraux, pour ceux qui accordent crédit aux programmes et aux hommes politiques, l'expérience, la dure et cruelle expérience ne tardera pas à engloutir toutes leurs fragiles espérances. Il est certes très pénible, après cette longue et décevante période démocratique, après les années sanglantes de la guerre capitaliste et les malheurs immenses qui en ont résulté, de voir le prolétariat livré aux mêmes erreurs funestes. Ignore-t-il donc que les dirigeants, quels qu'ils soient, doivent, pour poursuivre leur industrie, maintenir devant ses yeux l'image d'un âge d'or qui ne viendra jamais, et dresser aussi le fantôme tuyant et insaisissable d'un progrès aussi impuissant qu'irréalisable ? Puisse-t-il méditer ces lignes de Georges Sorel dans les *Illusions du Progrès* :

« Le progrès sera toujours un élément essentiel du grand courant qui ira jusqu'à la démocratie moderne, parce que la doctrine du progrès permet de jouter en toute tranquillité du bien d'aujourd'hui, sans se soucier des difficultés de demain. Elle avait plus à l'ancienne société de nobles désœuvrés ; elle plaiera toujours aux politiques que la démocratie hisse au pouvoir et qui, menacés d'une chute prochaine, veulent faire profiter leurs amis de tous les avantages que procure l'Etat. »

Sans doute, cela c'est du pessimisme ; c'est même la négation d'un avenir meilleur, d'un avenir où un peu plus de mieux-être et de plus stables conditions d'existence succéderont aux maux et au malaise des jours présents. Sans doute, cette conception négative du progrès qui n'offre que de sombres perspectives pour les esprits pratiques éprius de réformes et de réalisations, n'est pas du tout du goût d'un siècle qui avait cru, le plus naturellement du monde, pouvoir trancher définitivement les routes ensOLEillées d'harmonie sur lesquelles l'humanité se déroulera.

Mais, par malheur, le cours de l'histoire ne suit pas toujours une courbe ascendante ; elle ne marche pas toujours dans les voies que lui indiquent les hommes. Bien au contraire, celle-ci nous apprend parfois qu'il y a non seulement des arrêts subis, mais qu'il peut aussi y avoir de brusques retours en arrière. Combiné de civilisations, en effet, ne sont-elles pas parvenues jusqu'aux sommets ou les portait la pensée humaine et qui, d'un seul coup, se sont effondrées sans presque laisser de traces, plongeant le monde dans la nuit, l'angoisse et l'épouvante ! Cela, d'ailleurs, est dans l'ordre des choses ; cela est dans le rythme même de la vie. L'optimisme, en effet, c'est-à-dire cette confiance sans limites, cette absurde croyance que les choses iront toujours de mieux en mieux, que les événements se montreront toujours favorables, par l'influence néfaste qu'il exerce sur les idées et les sentiments des hommes, n'a jamais fait qu'aggraver leur situation en les rendant incapables de supporter les retours imprévus et parfois terribles de la fortune. Presque toujours dans l'histoire, l'optimisme était à marqué pour les peuples et les civilisations l'heure de la décadence. Le pessimisme, au contraire, en forçant les hommes à regarder, à pénétrer les dures réalités du moment, les armes redoutablement pour faire face aux jours sombres et aux heures graves lorsque ceux-ci surgissent.

Le piège à nigauds

L'ouverture de la Chambre nouvelle ne nous a rien appris que nous ne sachions déjà.

La préoccupation principale des triomphateurs du scrutin du 11 mai n'a pas été une de celles pour lesquelles pourtant les électeurs accordèrent leurs suffrages aux candidats du Bloc des gauches.

Le programme de ce cartel de politiciens était :

1^o Politique de paix et évacuation de la Ruhr ;

2^o L'amnistie ;

3^o Réformes sociales.

Or, en aucun moment, dimanche, il ne fut question, dans la délibération des 307, d'un point quelconque de ces revendications électorales.

Les députés, munis d'une nouvelle confiance dont les effets dureront quatre ans, n'envisagèrent qu'une seule et unique chose : quelle est la meilleure façon de faire sentir au pays qu'ils sont victorieux.

On souleva la question de la présidence de la Chambre ; on envisagea la retraite de Millerand, et ce fut tout.

Pas un seul instant il ne fut question de s'entendre sur la question brûlante de l'amnistie. On oublia tous les pauvres démons qui gémirent dans les geôles démolies.

critiques, ceux qui sont loin, au bâton, et de la vie et de l'humanité ; on ne pensa pas une seconde que des pauvres récits ont maintenant les yeux fixés sur leurs verroux et attendent impatiemment leur libération, parce que des ambitieux politiques, pour arriver à leurs fins, promirent de sortir tous les prisonniers de leur enfer.

Quand nous dénonçons au peuple le bluff monstrueux de l'amnistie faite par le Bloc des gauches ; lorsque nous déclarions que ni Cottin, ni Jeanne Morand, ni Law, ni Gaston Rolland ne seraient touchés par l'amnistie des ex-libertaires nous traitaient de scélérats.

Qui avait raison ? Nous, parleb ! Le premier geste du Bloc des gauches n'a pas été un geste de libération : ce fut uniquement un acte d'accaparement des sinécures.

L'avenir verrà que les autres actes ressembleront au premier.

Le Bloc des gauches fut un piège à nigauds. Le malheur est que ce ne sont pas les nigauds qui en souffriront !

La montagne communiste

Nos communistes ont le sens de l'histoire, et ils ont l'air de connaître assez bien la révolution de 1793. C'est ainsi que, se croyant déjà destinés à remplacer Robespierre, ces grands et farouches représentants du prolétariat commencent par diviser la Chambre nouvelle en deux ou trois parties. Le Bloc des Gauches représentera donc la Plaine, et le Bloc paysan ouvrier succédera à la glorieuse Montagne de la grande première Révolution française.

Les bourgeois n'ont plus qu'à se bien tenir, car les propriétaires, embusqués sur les hauteurs de la rue Montmartre, ne tarderont point à les réduire en bouillie par le simple poids de leur masse imposante et pétinante.

En attendant cet heureux jour, dégustons pour aujourd'hui la prose du grand journal des masses et des « pôvres » ; nul doute que cet apéritif n'influence assez profondément sur notre santé. Tendons nos esgourdes :

« Nos amis siégent au sommet de l'extrême gauche. C'est la Montagne ! Hueber se fait remarquer par un admirable plastron blanc, et Garchery, par un décolleté complet gris clair, cependant que André Marty, modeste, résolu et égayé, est venu dans son costume de tous les jours.

« Devant lui, notre Henri enferme sa barbiche dans ses mains et s'efforce de paraître sage, cependant que le bon Renard Jean apprécie d'un oeil sévère l'Assemblée qu'il aura bientôt l'occasion de fustiger.

« Doriot converse calmement, précisément tandis qu'à l'extrémité du même banc Vaillant-Couturier, trépidant et vif, répand des saillies. »

Comme cela est délicieux ! Voyez-vous la Montagne sur laquelle sont juchés Hueber, avec son « admirable plastron blanc », et Garchery, avec son beau et si « délicat complet gris clair », cependant que l'ancien ouvrier mécanicien Marty, « résolu et modeste », s'égaye joyeusement dans son costume de tous les jours ? Et notre Henri, enfermant dans ses mains vannées sa barbiche, tout en s'efforçant de rester bien sage comme un bon petit bourgeois qu'il est, et le bon Renard qui promène son regard sur une assemblée qu'il ne tardera guère à fustiger de sa grande queue poilue, et aussi Doriot, qui converse délicieusement avec Bouillant-Couturier, qui trépide comme un moteur au démarrage, est-ce que tout cela n'est pas merveilleux, trépidant, saillant, mirobolant ?

Si le ridicule tait en France, il y aurait déjà longtemps que nos grandissimes révolutionnaires seraient morts de leur propre mort. Puisqu'ils continuent dans cette voie ! Ils disparaîtront ainsi d'eux-mêmes de la circulation. Mais il est triste, hélas ! de voir le prolétariat représenté par de semblables oiseaux !

Entendons cet appel

Le Groupe de Bordeaux fait un présent appelle aux groupes et individuels pour pouvoir défendre et venir en aide à Germaine Berton ainsi qu'aux autres emmurés victimes de la réaction bordelaise.

A l'aide, les Anars !

P.-S. — Adresser la correspondance et l'argent à Henri Laveau, rue d'Alembert, 42, Bordeaux.

Ils ne se gênent plus

Samedi dernier, un ouvrier, Joseph Orthié, demeurant au n° 1 de la rue Jeannot, à Saint-Denis, a été l'objet, dans son propre domicile, d'une sauvage agression de la part d'un flic, dont il n'a pu relever le nom. Cette brute s'appelle Charles Flévet, et celui-ci est du 10^e arrondissement. Cruellement mordu au poing et à l'oreille et frappé d'un coup de pied au bas-ventre, Orthié a porté plainte.

Nous regrettons que, ce dernier, étant dans son domicile, n'ait pas été muni d'un pistolet automatique pour abattre cette bête fâve qui a nom Flévet Charles.

Décidément, ces gens-là se croient réellement les maîtres !

Avertissement et réponse à la « DÉPÈCHE DE L'AUBE »

L'organe « communiste » de l'Aube invite les trois mille électeurs « communistes » à venir saboter le meeting de ce soir qui doit se dérouler en faveur des emprisonnés en Russie et ailleurs.

Nous ferons l'impossible pour obtenir le respect de la liberté de parole à la réunion qui aura lieu tout à l'heure à Troyes au cirque municipal. Vous prendrez, vous, *Dépêche de l'Aube*, la responsabilité de tous les incidents qui pourront se produire grâce à votre appel au sabotage.

Il faut que vous vous sentiez bien fautifs, vous les orthodoxes, pour convoquer trois mille votaires à la rescoussure. Allons, les étouffez de la pensée libre, nous ne serrez pas toujours si arrogants et vous trouverez toujours en face de vous les antiautoritaires que nous sommes.

LEGRAND, BURTIN, NOTTIN, LHUILLIER, LAVANDIER, etc..

Nota. — Les camarades de Troyes, lecteurs du *Libertaire*, sont invités à lire en quatrième page la convocation du groupe de Troyes.

ABONNEMENTS	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an.... 80 fr	Trois mois... 28 fr
Six mois... 40 fr	Six mois... 56 fr
Trois mois. 20 fr	Un an... 112 fr
Chèque postal Lentente 656-2	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Réaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Pour Morinière

Nous avons entretenu nos lecteurs du cas de notre ami Morinière qui fut arrêté, voici une quinzaine de jours, sous l'inculpation de coups et blessures.

Son patron voulant lui faire accomplir plus de huit heures de travail, il se prit de querelle avec son contremaître et échangea des propos qui ne tardèrent pas à dégénérer en coups.

Le patron appela la police, Morinière fut arrêté et conduit au Dépôt, puis, de là, à la Santé.

Le plaignant ayant retiré sa plainte et la promesse de la prompte libération de notre ami nous fit rester dans le silence.

Mais voici que la magistrature entend le maintenir en prison, malgré le plaignant.

Nous demandons ce qu'attend le Parquet pour la mettre au régime politique, en attendant sa libération qui ne saurait tarder maintenant.

Le bloc des gauches qui se dit imbue de syndicalisme, va-t-il tolérer ou au moment où il arrive au Pouvoir ou malraîtra si ostensiblement tous les militants qui maintenant hant et ferme le drapeau du Syndicalisme ?

Un tête-à-tête

Au moment où dans la grande presse il est tant question du « Rayon Thermique » ou « Rayon de la Mort », découverte scientifique que les puissances du mal utiliseront une fois encore pour la destruction des humains lors de la prochaine dernière guerre, nous jugeons à propos de publier dans notre quotidien celle-ci satirique dû à la plume d'Arkadi Averchtschenko, qu'Alzir-Hella traduisit pour le « Libertaire » hebdomadaire d'avant-guerre.

Elle dénonce, hélas ! toujours les mêmes préjugés et les mêmes mœurs de l'odieux militarisme.

— Vous avez pleinement raison, conclut-il, et je n'ai plus qu'à m'incliner. Nous devons acheter votre canon si nous ne voulons pas — ce qui est toujours votre droit — que vous l'offriez à d'autres. Alors, comment ?

— Un million.

Le général remit un nouveau chèque d'un million à l'inventeur et, avec conviction, lui frappa sur l'épaule :

— Vous êtes un homme remarquable doué !

— Oui, sans doute, fit l'inconnu souriant, je suis un homme bien doué !

— Mais d'inventer un aussi terrible canon n'est pas une destruction de pareille façon.

— L'inventeur objecta modestement :

— Terrible... si l'on veut. Vous me flattez. A vrai dire, il n'est pas redoutable.

— Comment ? Autant que j'ai pu m'en rendre compte par vos dessins..

— En effet, il pourrait être dangereux pour mon dirigeable. Mais...

Il se rassoya, en lorgnant avec ruse son interlocuteur :

— Mais que diriez-vous si je vous dévoilais un petit secret pouvant vous être très utile. J'ai trouvé pour le dirigeable qui est mon œuvre une cuirasse si convenable, si solide, qu'elle le met à l'abri de la plus petite érafure de la part de mon canon.

— Voulez-vous me rendre fou ? C'est bas, honneur, infâme ce que vous faites.

L'inconnu tronça les sourcils.

— Vous abusez. D'autant plus que vous n'avez pas le moindre reproche à me faire. Vous ai-je trompé sur la valeur de mon dirigeable ? Pouvez-vous contester sa supériorité ? Et le canon, péche-t-il par quel que côté ? Ne l'emporte-t-il pas encore sur le premier ?

— Je ne nie rien de tout cela, mais vous auriez dû me présenter la cuirasse en même temps qu'il le dirigeable !

— Mais pourquoi donc, répartit froidement l'inventeur ? Le développement, la transformation des engins guerriers ne peut être, que normale, méthodique. Elle ne s'opère ni par sauts, ni par bonds.

Le général et l'inventeur assis l'un en face de l'autre se turent pendant quelques minutes. Le premier réfléchissait, le second fumait son cigare. Le général aurait encore volontiers fait valoir qu'il est préférable qu'un autre invente la cuirasse, mais dans la crainte que l'inconnu lui propose une nouvelle fois de sortir, de se faire entendre les moustaches et de se représenter ensuite comme s'ils étaient l'un pour l'autre deux inconnus, il se contenta de soupirer et demanda :

— Quoi donc ?

— J'ai inventé un canon qui peut sans peine déloger des airs mon dirigeable et le faire piquer à terre la tête en avant. Devant lui, venez que nous n'a plus aucune chance de sauter !

— Eoutez, fit le général, mécontent et presque émporté. Vous inventez un canon qui peut point honte ?

— Oui, dit le général après en avoir pris con

les offrir. Oui, n'est-ce pas ? Et lorsque nous vous les aurons achetés, grimaçant, vous nous donnerez à entendre que vous êtes l'inventeur d'une cuirasse d'une force de résistance extraordinaire pour parer aux coups de ces engins.

— Oui, acquiesça l'inconnu entièrement d'accord.

— Et vous nous la céderez moyennant votre million fatidique, pour, ensuite, inventer un canon nouveau capable de la mettre en morceaux ?

— Sans aucun doute.

Le général s'arrachait une touffe de cheveux su mit à rugir :

— Que l'enfer ait votre âme, maudit ! Vous nous avez attirés dans une impasse où votre pays doit foncer tête baissée, courant à sa ruine et à son anéantissement. Qui êtes-vous donc vraiment ? Nommez-nous que nous puissions vous désigner à la malédiction de tous.

L'inconnu se redressa brusquement. Ses traits s'assombrirent et sa lèvre inférieure était agitée d'un tressaillement, indice de souffrance :

— Vous pouvez, comme il vous plaît, me jeter l'anathème, dit-il. Cela ne contraira nullement à vous rendre plus sage, ni à me faire plus mauvais. Mon nom, je ne vous le tairai point ; si vous possédez un peu plus de jugement, vous auriez déjà deviné que je suis l'incarnation de la Logique, la Raison Humaine faite homme ! Votre puissance de raisonnement est bien circonscrite qu'elle ne permet même pas de saisir qu'il est tout à fait indifférent que votre pays se ruine en dix ans ou cinq minutes en achats d'armements de guerre... C'est en même temps le Génie Humain que vous avez devant vous. Et vous voulez, pauvre homme, le couvrir d'injures et d'opprobre ! Certes, je sais qu'il n'y a pas à vouloir s'immiscer dans vos agissements, à essayer de vous guider. Chacun se ruine à sa façon, obéissant à ses goûts, à son tempérament. N'êtes-vous pas de ceux qui se ruinent en une fois, sans souci ni tracas... Adieu donc.

Et l'inconnu, faisant claquer la porte derrière lui, gagna précipitamment la rue.

Les assassins se laissent !

Ils ont peur...

Pendant qu'il fait alliance avec Mussolini et le grand capitalisme international, le gouvernement russe poursuit férolement l'extermination des pionniers héroïques de la révolution d'octobre 1917.

Des faits :

Maria Spiridonova, l'admirable martyre du tsarisme, est depuis plus de cinq ans dans les bagnes bolchevites où elle meurt de tuberculeuse. Le syndicaliste Roubintchik est condamné à la déportation pour avoir publié les écrits du Peltoroff, Marc Guyau, Kropotkin. En Russie, la Pensée est impitoyablement bâillonnée.

Le 19 décembre, les gardes rouges ont massacré un groupe de prisonniers politiques sans défense, affaiblis par les privations. Cet assassinat a été accompli au siège de Solovetki, situé au cercle polaire, et où se trouvent plus de 250 ouvriers et révolutionnaires.

On connaît les noms de plus de mille révolutionnaires emprisonnés. Ce n'est là qu'une infime partie de ceux qui périssent de froid, de faim, plus encore de sévices, dans les glaces éternelles de Solovetki ou dans les steppes torrides du Turkestan.

On moyen de la Tcheka, torturant nos camarades, les dictateurs bolchevites veulent la mort, lente ou brutale, de tous ceux qui sont restés fidèles à l'esprit de la révolution.

Ces persécutions abominables, sur lesquelles nous ferons toute la lumière, le Parti Communiste Français, et son journal *l'Humanité* les connaissent. Jamais ils n'ont pu leur opposer le moindre démenti. Ils se laissent, ils ont peur de la vérité. Le gouvernement russe, plus cynique, a avoué le massacre de Solovetki (*l'Avant-Scène*, 10 février.)

Communistes ! Avec nous vous réclamez l'Amnistie en France.

Avec nous, vous viendrez exiger des bûcheurs de la Révolution russe, la libération de nos camarades révolutionnaires.

Avec nous, avec tous les hommes de cœur, avec les syndicalistes, les socialistes, les anarchistes, vous protesterez contre la déportation des ouvriers grévistes et des militants socialistes et anarchistes de toutes tendances.

TOUS AU MEETING

qui aura lieu demain 4 juin, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité

325, Rue Saint-Martin, 325,

sous la présidence de Hubert, du Syndicat Général des Terrassiers (C. G. T. U.)

Assesseurs : Marius Roux, de la Fédération des Cuirs et Peaux (C. G. T. U.) et Charbonneau, du Syndicat Unique du Bâtiment. Orateurs : Baylot, Syndicat National des Agents des P. T. T. (C. G. T. U.); P. Besnard, du Comité de Défense Sociale; H. Jouve, de la Fédération du Bâtiment (C. G. T. U.); Salvador, de l'Union Anarchiste; Capocci, de la Chambre Syndicale des Employés (C. G. T. U.)

« Ce que nous avons vu en Russie », par Chevallier, Sirolle, J. Gaudéau. Participation aux frais : un franc.

Fédération anarchiste du Sud-Est TOURNEE CHAZOFF

Quelques changements ont été apportés à l'itinéraire de la tournée Chazoff. Voici les dates définitivement fixées pour les conférences de notre camarade. Aucun changement ne pourra, à présent, être apporté à cet itinéraire, Chazoff devant, à partir du 25 juin, assurer une série de meetings dans le Midi de la France :

CHALON-SUR-SAONE : Mardi 3 juin.

YONNAX : Jeudi 5 juin.

OUILLINS : Vendredi 6 juin.

CHALET RUSSIE : Samedi 7 juin.

VIENNE : Mardi 10 juin.

LA CHAMBON-FEUGEROLLE : Vendredi 13 juin.

SAINT-ETIENNE : Samedi 14 juin.

FIRMINY : Dimanche 15 juin.

ROMANS : Mardi 17 juin.

VOIRON : Mercredi 18 juin.

LYON (unitaire) : Jeudi 19 juin.

GRENOBLE : Vendredi 20 juin.

VIZILLE : Samedi 21 juin.

LYON VAISE : Lundi 23 juin.

La justice de classe aux Etats-Unis

Les ouvriers de la « Salvin Thompson Corporation », grosse entreprise qui exploite de nombreux restaurants et cabarets à New-York, s'étaient mis en grève, les patrons ont obtenu du juge Dolantray huit ordres enjoignant aux ouvriers de cesser la grève. La presse ouvrière a vénémente protesté contre ce déni de justice, contraire à la constitution américaine.

« Le juge étant d'origine capitaliste, écrit la « Voix Libre » (Free Voice) des travailleurs réunis de l'alimentation, il est naturel que ses sympathies aillent à la classe capitaliste. »

Cette affaire nous rappelle que nous vivons sous un régime capitaliste, où tous les pouvoirs sont contrôlés par la classe capitaliste. En lançant ses injonctions contre les grévistes, la Cour s'est conformée à son rôle. A quoi servirait une cour de justice capitaliste, sinon à protéger les poches des capitalistes ?

La grève des ouvriers de la « Salvin Thompson Corporation » vient de se terminer d'une façon inusitée. A l'occasion de celle-ci, l'avocat général Heyward a commencé une enquête qui a déjà abouti à la fermeture des établissements Salvin Thompson. Ces patrons, si durs à leurs ouvriers, ont violé les lois sur la prohibition de boissons, se sont appliqués à dissimuler leurs bénéfices au fisc, et ont même transgressé les statuts de leur société. Plusieurs grévistes ont été arrêtés en témoignage par l'avocat général, et les magnats de la « Corporation » sont même menacés de prison. Une fois n'est pas coutume...

Protestation ouvrière en Angleterre

L'inculpation de cent ouvriers de Californie pour l'affiliation à la I. W. W. (Association ouvrière mondiale, considérée comme hors la loi aux Etats-Unis) a provoqué une protestation de la section féminine du Labour Party britannique, à Pontnewydd (Wales).

« Mettre les gens en prison pour leurs opinions politiques, écrivent les protestataires au gouverneur de Californie, Friend Richardson, est une infamie et une honte, indigne d'un grand pays, comme les Etats-Unis. Nous considérons votre nation comme avancée et d'esprit large, et nous espérons que bientôt ces cruautés ne seront plus que du domaine du passé. »

Les ouvrières anglaises protestent. Et les françaises ?...

Le crime du 11 janvier évoqué en Suisse

Un journal communiste suisse ayant eu le toupet, dans une controverse avec nos camarades de Genève, de répéter les mensonges de l'*Humanité* sur les exploits du capitaine Treint et de ses soldats, le 11 janvier, à la Maison des Syndicats, où deux syndiqués, deux-nobres, furent tués dans leur maison par les politiciens, le *Réveil communiste-anarchiste* remet les choses au point de la manière suivante :

« Ici la canasserie devient de la bêtise, lorsque à propos d'un fait qui a eu des centaines de témoins et dont les victimes se sont toutes trouvées de notre côté, contrairement à toutes les preuves d'ument acquises, ces messieurs osent rejeter sur d'autres la responsabilité qui leur incombe pleine et entière, ils devraient bien se dire qu'ils se classent à jamais parmi les plus égarants menteurs auxquels nulle confiance ne peut plus être accordée. »

« Si pour un événement arrivé à Paris et facilement contrôlable par tout le monde, la vérité peut être si ignoblement outrageée, que dire des événements de Russie ou d'ailleurs ! C'est pourquoi nous ne perdrons pas de temps à répondre en ce qui concerne Makhno. »

« Rappelons toutefois que Lénine et certains sont rentrés en Russie à la suite d'une entente préalable avec le Département politique fédéral suisse et l'état-major allemand. Après quoi, ils sont disqualifiés à jamais pour faire n'importe quel reproche d'ordre moral à qui que ce soit. Faut-il aussi rappeler les porte-cigarettes donnés par Tchitchérine aux policiers italiens, complices des fascistes et assassins des travailleurs révolutionnaires ?

« On ne devient et on reste le gouvernement sans commettre toutes les infamies et tous les crimes. Et le gouvernement social-démocrate n'est montré en toutes choses parfaitement digne de ceux qui l'ont précédé. »

Le Conseil d'administration du P. C. F.

Il paraît que le super-parti des masses vient de réunir son conseil national. A ce conseil les fameuses thèses du comité directeur furent adoptées par 2.353 mandats sur 2.368. Si c'est une victoire, comme l'apelle l'*'Huma'*, ce ne peut être que la victoire du critérium intégral. En effet, cette majorité absolue sans aucune opposition, qui s'est dessinée dimanche, est la preuve irréfutable que le P. C. F. est complètement militarisé et qu'il n'y a plus dans ses rangs aucun homme capable d'exprimer sa propre pensée. Ceux qui le composent sont peut-être des soldats ; en aucun cas, ils ne peuvent être des hommes, parce qu'ils abandonnent le droit de défendre leurs idées. Il n'y a que les derniers survivants de la vieille garde syndicaliste qui ont eu l'audace d'affronter le courroux des grands chefs de l'orthodoxie. Cela ne leur a guère réussi, car déjà on les met au même rang que les Frossard et consorts. Monatte, en effet, n'a pas manqué d'étaler au conseil national ses propres rancunes à l'égard des méthodes bolcheviques. Voici une de ses déclarations qui montre bien la profondeur de la crise qui atteint le P. C. F. :

« On encourage la passivité dans le Parti en disant à une fédération : 'Votre point de vue est inadmissible', parce qu'ainsi on empêche toute discussion, ou lorsqu'on assimile à ceux qui ont trahi le Parti les camarades qui n'appréviennent pas les thèses du C. D. »

Pauvre Monatte, tu commences à t'apercevoir que la tribu des Eeni-Oui-Oui n'est

pas du tout qualifiée pour représenter le prolétariat et la révolution, et que si c'est avec de pareils penseurs qu'on va monter à l'assaut du capitalisme, ce dernier peut dormir tranquillement sur ses deux oreilles jusqu'à la consommation des siècles. Mais tu n'as pas fini d'en voir tant que tu resteras dans l'autre des profiteurs de la crédulité humaine et de la révolution russe.

La Religion

Lettre ouverte
à M. Bourdin des Touches

Monsieur,

Certes, j'avais bien l'intention de révéler sur le problème de la Religion, que j'ai à peine esquissé dans un article paru dans le *Libertaire* du 9 mai, article qui m'a valu votre demande d'explications, mais puisque vous désirez des éclaircissements, j'y reviens tout de suite.

J'ai dit en particulier : « Quiconque croira que son âme, étant un reflet du monde divin, peut communiquer directement avec les défunts, avec l'au-delà, n'aura que faire de l'entremise des prêtres. »

Il est vrai que le Grand Vann Henriet a travaillé assez à lui seul (quarante-cinq ans qu'il dit) pour fournir des certificats à tous ses complices du chômage-perpétuel.

Nos Echos

Sans rire.

Les communistes sont impayables et incorrigibles. Dans leur proposition de front unique aux socialistes, ils déclarent sans rire que leur parti « représente exclusivement des ouvriers et des paysans... ». Si le ridicule tuit, il y a longtemps que les chefs orthodoxes seraient à Pantin... ou à Charenton.

Quand verrons-nous le jusqu'au-boutiste Cachin avec une fauille dans un pré et le Vaillant-Couturier avec un maranteau dans une usine ? Les outils, c'est bon pour les électeurs et pour faire des emblèmes, mais cela ne vaut rien pour les chefs.

Voyez-vous le proléttaire Berthon, grand avocat de l'industriel Blériot qui dissimulait ses bénéfices de guerre, se déguiser en terroriste ?

Il est vrai que le Grand Vann Henriet a travaillé assez à lui seul (quarante-cinq ans qu'il dit) pour fournir des certificats à tous ses complices du chômage-perpétuel.

○○○

Jusqu'où iront-ils ?

Nous relevons dans le *Quotidien* le passage suivant au sujet de la première séance de la nouvelle Chambre :

« A 2 heures trois quarts, la cohorte des communistes, conduite par M. Cachin, pénétra dans la salle des séances et se rangea dans le fortin qu'elle s'est réservé : les six bancs d'en haut, à l'extrême gauche.

« Sur chaque banc, les jeunes députés communistes sont encadrés par les vieux briseards qui tiennent le rôle de serre-fêches : MM. Cachin, Berthon, Renaud-Jean, etc.

« Tout le monde cherche à reconnaître André Marty qui s'est assis en silence à sa place assignée : il porte une chemise militaire kaki, comme en avaient pendant la guerre les boys américains, et de gros godillots noués avec des ficelles. »

« Ne brillant pas par le nombre, il est assez naturel que les représentants ouvriers et paysans du bloc cachinique cherchent pour le moins à se faire remarquer par leur originalité. Mais pourtant, s'ils continuent à suivre cette voie, il est hors de doute qu'ils ne tarderont guère à être la risée du pays. »

Quand donc nos grands révolutionnaires auront-ils le sens du ridicule ?

○○○

Fascisme et syndicats.

« Au congrès des corporations nationales fascistes, Mussolini a fait un grand discours. C'est sans doute un type dans le genre de Poincaré, car il aime beaucoup parler. Après avoir rappelé que la lutte des classes n'est pas un fait historique, mais seulement un phénomène intermittent de l'organisation intérieure de la société », le Duce confesse que l'état de paix sociale instauré par le fascisme a fait réaliser de nombreux bénéfices aux capitalistes d'industrie. Ensuite, il parle de la méthode selon laquelle on peut avoir à sa disposition « une masse disciplinée, laborieuse et fière de contribuer à la fortune de la patrie ». On peut voir par ces dernières lignes que fascism et bolchevisme, malgré leurs divergences idéologiques, suivent à peu près parallèlement la même voie. N'est-ce pas, en effet, le but de tous les futurs dictateurs de droite ou de gauche, d'avoir bien en main une masse laborieuse et disciplinée, fière de travailler au succès et à la suprématie de la patrie fasciste ou bolchevique ? Une petite différence existe pourtant entre les syndicats de ces deux pays de l'ordre que sont Rome et Moscou : c'est que les syndicats fascistes peuvent se mettre en grève tandis que les autres ne le peuvent pas.

Pourtant, si Mussolini se vante aujourd'hui d'avoir réussi à discipliner cette masse laborieuse, il n'a qu'à en remercier le bloc national qui a su attirer dans notre pays près de deux millions de travailleurs italiens qui, en même temps qu'ils aident au redressement du capitalisme français, laissent le Duce faire tranquillement son petit dictateur.

Mais si la France faisait comme l'Amérique au sujet du Japon, il est à peu près certain que l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre.

Mais si la France faisait comme l'Amérique au sujet du Japon, il est à peu près certain que l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre.

Et pourtant, si l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre, il est à peu près certain que l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre.

Et pourtant, si l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre, il est à peu près certain que l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre.

Et pourtant, si l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette main-d'œuvre, il est à peu près certain que l'ancien social n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où planter cette

A travers le Monde

COMMUNIQUES DE L'A. I. T.

COMMUNICATIONS DU SECRETARIAT

Secours aux enfants. — Les camarades suédois ont envoyé jusqu'à présent, pour les enfants des camarades allemands, 7.000 couronnes suédoises.

Les camarades hollandais se sont chargés de prendre des chaises des camarades mineurs grévistes de la Ruhr.

Les enfants allemands qui sont partis pour la Norvège ont été cordialement reçus et seront maternellement soignés.

Gongrès de l'A.I.T. — Nous rappelons aux camarades que le congrès de l'A.I.T. se tiendra en Hollande, à Amsterdam, le 20 septembre et jours suivants.

Le rapporteur sur le point : « Position de l'A.I.T. envers les différents courants ouvriers » sera le camarade Rocker. Le rapport sur les conseils d'usines sera fait par le camarade Souchy.

Les camarades de tous les pays sont priés de prendre leurs dispositions pour se trouver à ce deuxième congrès.

Appel de l'Association internationale des Travailleurs, en faveur des mineurs allemands en lutte. (Voir le *Libertaire* du 25 mai 1924.)

ALLEMAGNE

LES REFORMISTES ET LE LOCK-OUT DES TRAVAILLEURS DES MINES

Il est à présumer que le lock-out des mineurs se terminera par une défaite pour la classe ouvrière. La raison est que l'ascendant sur les mineurs ainsi que sur le prolétariat en général est encore entre les mains des syndicats réformistes. La tactique de ces syndicats (de l'Internationale d'Amsterdam) est de faciliter l'entente dans les luttes entre le patronat et la classe ouvrière. Cette fois encore, comme dans les grèves précédentes, les leaders des syndicats cherchent à endiguer et entraver autant que possible le mouvement, afin qu'il ne s'étende pas. Cette tactique sera unique et seulement la capitalisera. Ainsi se termina la grève des produits chimiques de Ludwigshafen : la perte de la journée de huit heures, et dans toute l'Allemagne, en Saxe, etc., les travailleurs luttaient pour les huit heures et l'augmentation des salaires. Dans l'industrie métallurgique de même ; dans l'industrie du textile de l'Allemagne du Centre, il y avait de grandes grèves et lock-outs. Depuis un quart d'année, il n'y a pas, en Allemagne, aucune industrie, aucun endroit, aucune catégorie de travailleurs qui soit restée en dehors de la lutte de classes. Presque chaque ouvrier fut en grève. Si toutes ces luttes s'étaient déclarées en même temps sur tous les points de l'Allemagne, il y aurait eu indubitablement une grève générale en Allemagne. Une grève générale qui se serait déroulée dans toutes les parties de l'Allemagne en même temps, ayant pour but la défense des huit heures et la lutte pour des salaires meilleurs, aurait sûrement eu de bons résultats.

Les syndicats révolutionnaires ont assurément toujours et encore appelé l'attention de la classe ouvrière sur la fausse tactique des syndicats en l'incitant à une grève générale ; malheureusement, l'influence des syndicats réformistes et de leurs chefs est encore trop grande sur les masses, les appels des syndicats révolutionnaires retentirent dans le désert. Les communistes n'y purent rien changer, d'autant plus qu'ils employaient toutes leurs forces à faire de la propagande électorale et substituaient la lutte pour la conquête de la fabrique de lois bourgeois à la lutte pour l'amélioration économique et culturelle des travailleurs subordonnés.

Les social-démocrates et les chefs des syndicats réformistes entrèrent en discussion avec le gouvernement au sujet de la grève des mineurs et se déclarèrent d'accord sur la nécessité de la prolongation des heures de travail. Mais lorsque, malgré tout, cet arbitrage fut refusé par les mineurs, ils s'élèveront contre dans leurs réunions. Cependant, ils parvinrent à subjuguer les mineurs en les incitant à accepter la prolongation de la journée de travail contre des salaires plus élevés pour le travail supplémentaire qui sera fait.

Le sort de cette gigantesque lutte, si pleine d'espoirs au début, est résolu désavantageusement pour les ouvriers. La faute en est au bureaucratisme des syndicats réformistes. Un grand travail de propagande de la part de nos camarades syndicalistes révolutionnaires de la F.A.U.D. est encore nécessaire d'ici à ce que le prolétariat allemand prenne un autre chemin révolutionnaire.

ITALIE

CONFERENCE DE L'UNION SYNDICALE ITALIENNE

Le 29 avril, eut lieu une conférence nationale de l'Union syndicale italienne. Une grande partie des membres se trouvèrent en prison, une autre partie à l'étranger. Les camarades qui sont en prison envoyèrent leurs vœux à la conférence, mais leur missive fut censurée par les autorités. Les principaux points qui furent discutés furent les suivants : 1^o l'émigration des camarades ; 2^o la réorganisation de l'Union ; 3^o l'Union syndicaliste et l'unité du prolétariat. Sur la question de l'émigration, une résolution fut adoptée dans laquelle il est dit que les membres de l'Union syndicale à l'étranger doivent adhérer à une organisation syndicaliste révolutionnaire, bien que des comités de l'Union syndicale italienne y seront fondés qui devront se tenir en relation étroite avec l'organisation mère.

En ce qui concerne l'unité du prolétariat sur le terrain syndicaliste, la conférence déclara qu'au sein de l'Union aucune fraction de parti politique ne pouvait être tolérée, que tous les camarades qui se placent sur le terrain de la lutte de classes doivent s'unir.

L'ABONDANCE DES MATERIES NOUS DELIGE DE REMETTRE A DEMAIN LA SUITE DE NOTRE FEUILLETON.

que les syndicats doivent avoir une autonomie complète vis-à-vis des partis politiques. La conférence renouvela sa confiance aux délégués de l'A.I.T. L'A.I.T. et toutes les organisations qui y adhèrent envoient aux camarades italiens leurs salutations fraternelles.

SITUATION GENERALE EN ITALIE

Les élections parlementaires ne peuvent intéresser beaucoup le prolétariat italien. Elles ont confirmé la dictature bourgeoise. Pendant la période, une terrible terreur sévit. La classe ouvrière fut battue, ses meilleurs militants peuplent les prisons, une partie fut même assassinée depuis les trois dernières années que la terreur règne !

Le parti socialiste et le parti communiste ont recueilli environ un million de voix. Cela n'empêche pas la terreur de régner comme auparavant. Les fêtes du Premier Mai furent interdites par le gouvernement fasciste. Une sévère censure a été instaurée contre les journaux révolutionnaires. Un numéro spécial pour le Premier Mai qui avait été édité par l'Union syndicale, fut suspendu. L'organe officiel de l'organisation *Guerra di Classe* qui fut suspendu en décembre dernier, ne peut toujours pas paraître, parce que cette interdiction n'est pas encore levée. Par contre, l'interdiction contre les journaux communistes est levée depuis longtemps déjà ! Le gouvernement considère donc les syndicalistes comme plus dangereux que les communistes ! ! ! Les prisons sont plus que pleines et, à l'extérieur, on s'imagine qu'en Italie règnent la liberté et la paix sociale.

NOS CAMARADES EMPRISONNÉS

La Cour d'appel a renvoyé le recours d'Attilio Sassi et des autres camarades mineurs du Valdarno et n'a pas tenu compte des indications de la défense. Quelques camarades seulement qui avaient été condamnés pour excitation au crime furent graciés, par la suite de la dernière amnistie. C'est ainsi que la Cour de Bari a amnistié quelques condamnés de Minervino Murge qui étaient tous tombés malades. Parmi eux se trouvaient les camarades Francesco Guglielmi, Michele Veglia, Carmine Giorgio. Tous les autres condamnés du Valdarno et de Minervino Murge doivent encore supporter les lourdes peines qui leur ont été octroyées par la justice. Le total des années de réclusion qui pèsent sur nos camarades s'élèvent à plusieurs siècles ! A Carrare et en d'autres parties du pays, il y a encore de nombreux camarades subissant le même sort, bien qu'ils n'aient pas fait autre chose que de défendre leur vie.

SUÈDE

LA CAMPAGNE CONTRE LA GUERRE

Le Comité exécutif de l'organisation syndicaliste révolutionnaire nationale (section de l'A.I.T.) a entrepris une grande campagne contre la guerre et les armements. Dans tout le pays seront tenus des meetings antimilitaristes et l'idée de paix châtiée propagée. Des affiches sont apposées partout et plus de deux cent mille brochures sont éditées, qui seront distribuées gratuitement. La distribution des brochures se fit particulièrement le Premier Mai. Nos camarades suédois travaillent intensément pour l'antimilitarisme.

NORVÈGE

GREVE DES METALLURGIESTES

La grève dure déjà depuis plus de six mois. Plus de cinq mille travailleurs sont encore en lutte. Les métallurgistes en grève, bien que condamnés par un traité d'arbitrage, ne céderont pourtant pas. Ils adressent maintenant aux travailleurs du monde entier un appel au secours. Ils s'adressent particulièrement aux travailleurs de la Suède et du Danemark pour une aide matérielle. Le Secrétariat de l'A.I.T. fait partie d'un appel et espère que la lutte menée au travers de tant de misères sera menée à bonne fin.

JAPON

LES MENSONGES DES COMMUNISTES

Les mensonges ont les jambes courtes. Ce proverbe se confirme de nouveau. Nos camarades du Japon nous écrivent :

« Dans un journal européen rédigé en espéranto, on pouvait trouver, répandu par les communistes, que lors de la dernière catastrophe, le gouvernement japonais avait fait assassiner de nombreux communistes canus en même temps que « Monsieur Sakai ». C'est absolument faux. Les communistes furent tous admirablement obéissants et le gouvernement ne tua aucun d'eux. « Monsieur Sakai » se trouvait alors en prison, mais fut libéré peu de temps après. Il vit maintenant sous la protection de la police et si bien protégé qu'il n'a rien à craindre de la réaction. Les seuls persécutés furent des anarchistes et des syndicalistes qui compris les coréens et les chinois ». Nos camarades japonais ajoutent : « Ne nous laissez pas tromper par les mensonges que le Kremlin utilise pour sa propagande ».

BRÉSIL

LES MENSONGES DES COMMUNISTES AU BRESIL

Nous recevons, malheureusement avec un peu de retard, le rapport suivant du Brésil. Nous le publions cependant ne voulant pas en priver nos lecteurs. Notre correspondant, le deuxième secrétaire de la Fédération Régionale des Travailleurs de Rio-de-Janeiro, le camarade Passos, nous écrit :

La Correspondance Internationale du 11 septembre de l'année passée écrit sur les poursuites subies par les membres du parti communiste brésilien. Cette communication est fausse du commencement jusqu'à

la fin. Le tout n'est qu'un formidable bluff. Il est seulement vrai que quelques communistes passèrent quelques jours en prison. Par contre, il est absolument faux qu'une organisation communiste ait été interdite parce qu'elle aurait protesté contre des poursuites, puisque ces poursuites n'existaient pas.

« La seule organisation qui fut interdite fut la Fédération du Bâtiment, en 1922. Mais précisément, c'était cette organisation qui menait la lutte contre les maléfiques tendances des communistes qui, à cette époque, cherchaient à former un Parti communiste.

« Les travailleurs du Bâtiment de Rio-de-Janeiro se réunirent à la classe ouvrière organisée de la ville, qui rejeta la collaboration avec la bourgeoisie et les partis politiques. La Fédération du Bâtiment adhéra à la Fédération Régionale des Travailleurs de Rio-de-Janeiro. Cette organisation fut un rempart de l'orientation libertaire dans les trois Congrès qui se tinrent au Brésil ces derniers temps.

« Les quelques rares qui se prononcèrent pour l'orientation communiste s'allierent au gouvernement brésilien et firent le front unique avec l'Union des Syndicats, organisation créée par le gouvernement et dont le but est de tuer l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière. Depuis cette union, on trouve des patrons, des nationalistes et des officiers de l'armée ! Le président de cette union est M. Sarandy Rapozo, qui était auparavant fonctionnaire au Ministère de la Guerre. Il jouit de la pleine confiance du gouvernement qui le charge de mettre sur pied cette association et de la répandre parmi les travailleurs ».

Le parti communiste fut appellé à la vie par d'anciens éléments anarchistes qui par crainte des terribles persécutions de 1921 après la grève des métallos qui ne fut finie que le 8 février 1922, et qui par cette fondation espérait trouver une protection. Ce fut interdit aux travailleurs de ce syndicat de se réunir ailleurs. Les camarades n'en firent cependant pas compte et ne se laissèrent pas prendre leur droit de réunion.

La police arrêta un grand nombre de nos camarades. Beaucoup furent expulsés, les autres furent envoyés en prison. Le temps de terribles persécutions est utilisé par quelques adhérents du Kremlin pour fonder un parti communiste, puis on informa dans le monde entier que les communistes brésiliens étaient persécutés. Dans tout cela il n'y a pas un mot de vrai.

Que les organes de la presse communiste et leurs nombreux correspondants internationaux soient à l'avenir plus prudents dans leurs rapports, et ne publient pas tant de mensonges pour tromper leurs lecteurs. Car les mensonges ont les jambes courtes.

HYPOCRISIE COMMUNISTE !

Dans la « Correspondance Internationale », édition française, numéro 26, du 14 mai 1924, on parlait des élections en Finlande et des nombreux détenus politiques qui se trouvent dans les prisons de ce pays. Cela se rapporte au chiffre rond de 1.600 prisonniers politiques qui une partie après la défaite de la révolution de 1918, le reste durant le temps qui suivit la victoire de la bourgeoisie, furent emprisonnés.

La « Correspondance Internationale » communiste s'agit la-dessus parce que les socialistes n'en ont pas fait mention dans leur rapport pour les élections. Nous trouvons que c'est une hypocrisie de penser seulement aux prisonniers politiques de Finlande et de tenir sous silence les milliers et les milliers de prisonniers politiques qui languissent dans les prisons, les bagages et les camps de concentration de la Russie des Soviets ! Les communistes n'ont aucun droit pour exiger la libération des prisonniers de Finlande ou d'ailleurs tant qu'il sevit en Russie des poursuites encore plus terribles contre les anarchistes syndicalistes et socialistes en Russie. Aussi longtemps que nos camarades se trouveront dans les prisons et les bagages de Russie, nous devons dénoncer comme une misérable hypocrisie toutes les protestations des communistes contre l'emprisonnement des militants.

L'A. I. T.

A TRAVERS LE PAYS

LE SIDE-CAR MEURTRIER

Marseille, 2 juin. — Sur la route de Marseille à Aix, un side-car piloté par M. Joseph Petitjean, âgé de 30 ans, roulant à vive allure, a heurté un groupe de jeunes gens et de jeunes filles. L'une des jeunes filles, Emilie Arrighi, âgée de seize ans, demeurant au Tholonet, a été tuée, tandis que le véhicule alla s'écraser contre un platane.

Le conducteur du side-car, ainsi que M. Mathieu Padovani, 32 ans, navigateur, qui avait pris place, ont été blessés, ce dernier grièvement.

M. Joseph Petitjean, moins atteint, a été écrasé pour homicide par imprudence.

LE MARI EGORGE

LA FEMME SE JETTE SOUS UN TRAIN

Lons-le-Saulnier, 2 juin. — Mme Charles Buchin, demeurant à Domblans, s'est jetée sous un train, entre les gares de Domblans et de Montain. La malheureuse a été décapitée.

Trouvant close la porte du logement, les gendarmes qui ramenaient Mme Buchin chez elle,要求ent un serrurier. On découvrit dans la chambre le mari assassiné, un énorme couteau de cuisine entonnoié dans la gorge.

Aucune indication ne permet, jusqu'à présent, d'hypothèse sur les causes de ce drame. Toutefois, le fils et la belle-fille des époux Buchin ont disparu.

QUEL MALHEUR !

Anney, 2 juin. — Mme Constant Fontaine, demeurant à Saint-Roch, déjà mère de trois garçons, a accouché aujourd'hui de trois filles qui sont en excellente santé.

IDIOT

Saint-Etienne, 2 juin. — L'ouvrier Lucien Galleron, âgé de 26 ans, qui travaillait sur le chantier du nouveau pont de Feurs, a été frappé, sans aucune provocation, en pleine poitrine d'un coup de couteau par le nommé Chol, 25 ans, qui a pris la fuite.

En lisant les autres...

La démission de Millerand

M. Félix Hautfort écrit, dans la *Lanterne*, un editorial sur la question Millerand :

Deux crises sont donc ouvertes simultanément : celle du cabinet, par la démission du ministre Poincaré, celle de l'Élysée, par la démission probable de M. Millerand.

Le résultat de la démission de M. Millerand sera donc la démission de l'orateur de l'Assemblée nationale.

On peut discuter épidermiquement et pâlir sur les textes, mais il n'y a pas de savoir si la Constitution donne au président de la République la possibilité de prononcer le mot trop fameux : « J'y suis, je reste ! » Ce n'est pas un parti qui demande la démission du Premier Magistrat de la République, ce n'est pas une faction, c'est la majorité de la représentation nationale tout récemment issue de la consultation du suffrage universel. Il n'y a pas de question à débattre entre robbins, il y a une incompatibilité irrémediée entre le pays républicain et le chef de l'Etat.

« à campagne contre la présidence, disent les défenseurs de l'Assemblée, n'a point été menée au cours de la période qui précède les élections. Il est vrai que le nom de M. Millerand n'a pas été spécialement discuté, mais c'est le Bloc national qui l'a à viser, c'est lui qui est battu, et non pas l'Assemblée.

Si cette vérité était contestée, il suffirait de relier les témoins du discours présidentiel d'hier, et certain communiqué fait à la presse, pour démontrer la solidarité constante de M. Millerand et du parti républicain.

Certes beaucoup de républicains, même peu suspects de tendresse pour le bloc de droite, auraient souhaité que nous passions faire l'économie d'une crise dont il est permis de craindre, d'interpréter à l'étranger, mais nous sommes une démocratie !

Une bonne retraite est parfois un exploit. M. Millerand peut se retirer et ce sera le « fair play », il peut rester et attendre l'assaut ; et acte, il est considéré par certains comme héroïque, compliquera singulièrement une situation nationale déjà délicate.

L'expression même de cette espérance des vaincus montre bien que la présence de M. Millerand peut être un obstacle à l'Assemblée devient impossible. Conjointon, en effet, que l'homme, où l'opposition voit un chef, demeure chargé de choisir et d'inspirer les gouvernements républicains ?

La Chambre n'a pas fait, hier, un accueil enthousiaste à une motion de M. Cadin, proposant l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à la réception d'un message de démission. Cela est significatif. Trois cents députés sont résolus à obtenir la démission du président de la République, mais il ne tiennent pas à user des moyens de contrainte. Le sens politique de M. Millerand lui inspire sans doute une résolution conforme tout à la fois à sa dignité et à l'intérêt même du pays.

</div

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les salaires sont insuffisants

Le pain augmente

Après-demain jeudi, 5 juin, nous aurons le pain à 24 sous. La vie chère et la misère progressent.

Nous avons eu, avec nos alliés, la victoire. Le traité de Versailles en fait foi. Mais la guerre continue sur le terrain économique et financier. Le front uni n'existe plus entre alliés. Aussi, notre indigente économie et notre franc versatile subissent des attaques et bombardements qui les mettent en mauvais état. Nos « alliés » et nos « ennemis » ne nous ménagent pas, et sont aidés, parait-il, par de mauvais Français.

L'après-guerre, c'est encore la guerre. Elles sont toujours les pauvres diables de tous les pays qui écopent.

Le pain à 23 sous le kilo aura duré l'espérance de quelques matins, du 20 mai au 5 juin, une quinzaine, pas plus.

On se rappelle que, dans un but de pure réclame électorale en faveur du moribond Bloc National, le gouvernement de Poincaré avait fait annoncer par la Préfecture de la Seine que le kilo de pain serait diminué d'un sou. C'était une riposte à l'attitude des patrons boulangers qui voulaient un relèvement de la prime de cuisson. A une réunion tenue en commun avec l'administration, la discussion avait été violente et les boulangers s'étaient référés en faisant claquer les portes.

Ils tiennent leur revanche, non pas sur la cuision, mais avec la hausse légère des farines.

Rappelons pour mémoire que les boulangers prétendaient, il y a un mois, que les frais de cuision s'élevaient à 46 francs par quintal de farine, alors que la prime officielle était de 28 francs. L'administration préfectorale admettait un relèvement des frais de 28 à 33 francs, en tenant compte de l'augmentation des fonds et d'une certaine hausse de salaires dans certaines boulangeries. Les patrons réduisirent leur chiffre exagéré de 46 francs à 38 francs. L'écart n'était donc plus que de 5 francs. L'accord ne se fit pas.

La Journée Industrielle publia alors un plaidoyer sentimenal en faveur des patrons boulangers. Elle les représentait comme des parias « travaillant péniblement tous les jours, fêtes et dimanches, de 6 heures du matin à 10 heures du soir ». Gageons que cette honorable gazette ne se fait pas beaucoup de mauvais sang pour les forces du pétin et du fournil qui font le gros œuvre, alors que le patron n'est qu'un auxiliaire généralement ?

Tous les commerçants sont dans l'obligation de tenir leur boutique ouverte le plus longtemps possible. Et d'ailleurs, s'ils veulent réduire leurs heures de présence dans la boutique, ils n'ont qu'à adopter le système du roulement et de la fermeture à heures fixes. Le repos hédonistique peut aussi s'appliquer. Mais allez donc faire comprendre le progrès social à des gens dont le seul objectif est le tire-caisse !

La question étant assez complexe, nous sommes allés nous renseigner à la « Fraternelle », boulangerie coopérative de la rue Doudoueauville, dans le 18^e arrondissement, que nos lecteurs connaissent bien. Cette coopérative sert les restaurants coopératifs et les particuliers ; elle possède plusieurs boutiques où le pain est toujours vendu moins cher que chez les patrons boulangers. Pourtant, la « Fraternelle » a des frais généraux que n'ont pas tous les patrons : elle a des automobiles pour les livraisons, elle paie le tarif syndical aux ouvriers et employés.

Mais la coopérative n'est pas mise par l'intérêt particulier. Elle ne veut pas faire fortune en quelques années sur le dos des consommateurs. C'est pourquoi elle vend le pain à son juste prix.

Les camarades de la « Fraternelle » nous ont donné des renseignements utiles à tous.

Un quintal de farine donne 130 kilos de pain, à 1 fr. 20 le kilo. Si c'est du gros, cela rapporte, à la vente, 156 francs ; du fanfaisie, 213 francs. Il y a des boulangeries qui vendent davantage de fantaisie. Mettons que la vente donne deux tiers de gros et un tiers de fantaisie, cela fait une recette de 173 francs. Le quintal de farine étant actuellement de 122 francs, il reste donc 51 francs pour la panification et autres frais. Les boulangers réclamaient 38 francs il y a un mois. Aujourd'hui, avec le pain revenu à 24 sous, ils touchent à nouveau 13 francs de plus-value.

Ouvrons une parenthèse sur le pain dit de fantaisie. A Paris, la tolérance est de 30 % sur le poids, c'est-à-dire qu'un pain fantaisie vendu pour un kilo, doit peser théoriquement 700 grammes. La plupart du temps, il n'en pese que 650.

Dans beaucoup de villes, la « tolérance » est moins grande. A Lyon, elle est de 10 %, et c'est suffisant.

On juge de ce que doivent gagner les boulangers de Paris avec le pain de fantaisie. Et comme profits supplémentaires, il y a encore la pâtisserie.

Même avec la hausse des farines de 119 à 122 francs, les boulangers pouvaient gagner leur vie en laissant le pain à 23 sous. Les salaires ouvriers n'ont aucune influence sur le prix du pain. Il y a un conflit entre ouvriers et patrons qui date de 1919. Il prévoit un taux de 3 fr. 60 par journée, ce qui fait environ 10 francs par quintal. En réalité, le contrat de 1919 est caduc, et la journée est payée actuellement sur une base de 4 à 4 fr. 25. Le syndicat ouvrier demande le relèvement du contrat à 5 fr. 40 par journée, ce qui porterait à 13 fr. 50 par quintal.

On le voit, les mitrons ne sont pas bien exigeants, et leurs revendications même obtenues ne sont pas une cause d'augmentation du prix du pain.

Le fond de l'affaire, c'est qu'il y a un mois le Bloc National a misé sur la baisse du pain. Les patrons boulangers, contre leur gré, ont du payer les frais de cette réclame électorale. Aujourd'hui, ils se rattrapent sur les dos des consommateurs. Même débarrassé d'une Chambre et d'un gouvernement réactionnaires, le peuple doit payer les dépenses qui ont précédé l'enterrement.

Avec la hausse du dollar et de la livre, les blés étrangers deviennent plus chers. Et nous en importons en moyenne 60.000

tonnes. Les blés français qui ne se vendent plus vont connaître la hausse.

Ainsi le veut le régime capitaliste. Il y a du blé en suffisance, mais la spéculation n'est pas satisfaite.

En ce qui concerne les réserves de blé, il n'y a rien à craindre. Au 1^{er} janvier 1914, les disponibilités mondiales de froment à exporter étaient de 174 millions de quintaux ; au 1^{er} mars, elles étaient encore de 140 millions de quintaux, alors que les besoins des pays importateurs, à cette date, étaient de 65 millions de quintaux jusqu'à la récolte, fer à 1924.

L'année dernière, à la soudure, les stocks étaient de 6 millions de quintaux. On prévoit qu'ils seront cette année de 75 millions de quintaux.

Il y a donc du blé d'avance et du pain sur la planche. Pourquoi donc cette céréale sacrée est-elle entre les pâtes crochues des vautours de l'agiotage et du haut vol ?

On peut conclure, sans parti pris, que le pain à 23 sous est encore deux sous trop cher. Et on veut le mettre à 1 fr. 20 !

Le beurre aussi

Des quantités très importantes de beurre ayant été « resserrées » dans des entrepôts frigorifiques en vue d'une fructueuse exportation, il s'ensuivit une raréfaction de cette matière.

La hausse du dollar et de la livre va favoriser la rafle du beurre français par les acheteurs étrangers. Les tarifs de transport sont moins élevés pour l'exportation que pour la consommation intérieure. Le droit d'exportation des beurres est de 15 francs par 100 kilos, alors qu'il est de 25 fr. à l'octroi de Paris.

Cette année les cours des beurres sont de 2 à 4 francs plus élevés que l'an dernier à la même date.

Le décret prohibant l'exportation expirait le 1^{er} juin, il a été prorogé au 1^{er} juillet. Alors qu'en ce moment, c'est la saison du beurre, il est devenu plus rare et plus cher.

Il y a bien des lois qui interdisent et qui réprimant l'accaparement et la spéculation. Sous la première République, les affamés pestaient les affameurs. Sous la troisième, les gros voleurs sont décorés, et les miséreux sont bien sages. Il n'y a des émeutes qu'au cinéma et aux courses pour des motifs frivoles.

Pauvre peuple, cinquante années de suffrage universel et quatre années de guerre l'ont bien avachi !

**

Le pain cher, le beurre cher ! C'est à ce moment que certains patrons tentent des diminutions de salaire, alors que les deux confits se terminent au désavantage des ouvriers.

Nous avons eu des élections à gauche. Les radicaux et les socialistes sont les maîtres, avec les communistes pour pousser un arrêté en disant le contraire. Les aspirations électorales de la classe ouvrière et paysanne vont-elles s'arrêter à la nomination des élus ? Le programme s'arrête-t-il au bord du terrain économique ?

Quel que soit le gouvernement d'hier ou de demain, il faut pour travailler du beurre et du pain... Et pour les avoirs, les ouvriers doivent plutôt compter sur la vigueur de leurs organisations que sur la bonne volonté du personnel gouvernemental et parlementaire. — B.

Les grèves

Bronze parisien. — Nous signâmes, conformément à la décision de l'assemblée générale du 30 mai, l'attitude du contremaître de la maison Cottin, fabricant de bronze, 26, rue Amelot, qui se charge de recruter des ouvriers pour la maison Delisie, rue Parée, qui est toujours en grève et dans laquelle aucun ouvrier du bronze ne doit se présenter.

Nous avertissons ce M. Tampon à se tenir tranquille et à défendre un peu mieux les salaires de sa maison, s'il ne veut pas faire connaissance avec la fanfare du bronze, qui saura le rappeler à un peu plus de pudeur.

Tapissiers de Paris. — Les ouvriers de la maison Ducrot, rue Baudelaire, se sont mis en grève pour empêcher la réduction des tarifs de façonnage.

Bouchonniers de Gonfaron (Var). — Les ouvriers bouchonniers se sont mises en grève pour un relèvement de salaires.

Maçons de Lyon. — Un accord a été signé stipulant 3 francs de l'heure pour les maçons, 3 fr. 50 pour les aides, et 4 fr. 25 pour les maçons.

Verriers de Tourouvre. — Après deux mois de grève, les verriers ont obtenu une augmentation journalière de 2 francs.

Gaziers de Thizy. — Le travail a été repris après l'obtention d'un complément de salaire fixé à 1 franc par jour.

Électriciens de Cernon (Jura). — Un syndicat a été constitué le 18 mai. Le secrétaire ayant été congédié, les 250 ouvriers, dont beaucoup d'Italiens, ont cessé le travail par solidarité.

Monteurs de la Maison Debard. — Les monteurs de la Maison Debard ont franchi le cap du lundi sans aucune difficulté dans leurs rangs, prétage que le mouvement engagé est en bonne voie de réussite.

Il est vrai qu'une équipe de camarades résolus établit tous les jours une surveillance sérieuse autour de la boîte, prêts à la chasse aux renards, et malgré les provocations stupides de la police, particulièrement du commissaire de police, les camarades ne sont nullement intimidés, décidés qu'ils sont à vaincre.

Dans une réunion tenue hier, à 10 heures, au Café des Deux Colonnes, des décisions d'une importance capitale ont été prises, qui donneront au patronat arrogant de quoi réfléchir.

Assemblée, aujourd'hui, de tous les camarades, au Café des Deux Colonnes, à 9 heures. Présence indispensable.

Les paveurs et aides

Réunis en assemblée générale le 1^{er} juin, à la Bourse du Travail, au nombre de 400, les paveurs et aides ont constaté que la section se réorganise fortement en vue de l'application du cahier de revendication.

Grâce à l'action énergique des camarades, beaucoup de maisons ont donné satisfaction.

Il est donc de notre devoir de continuer la lutte afin d'empêcher le retour à l'abject procédé d'intimidation de la maison Planiveau qui n'a pas craint d'employer le bas-mouchoir dans demandant à la Chambre syndicale patronale de contraindre une autre entreprise de débaucher une équipe de compagnons paveurs qui avait quitté ses chantiers pour avoir osé demander une augmentation de salaires.

Devant ce procédé de chantage, il a été décidé de demander aux camarades ayant fait le mouvement de tenir au courant la section de la voie qui éclaircira ce nouveau genre d'entrave à la liberté du travail.

Déicide que dans toutes les grosses maisons, un délégué de chantier soit nommé pour faire respecter le droit au travail et de tenir la section au courant des difficultés qui pourraient survenir.

Le Conseil Syndical.

Les jaunes chez Four et Rhode

On signale qu'à l'entreprise Faur et Rhode, chantier de la Sucrerie Centrale de Meaux à Villenoy-les-Meaux, des briqueteurs assez inconscients, embauchés à Paris, ont accepté de se rendre sur ce chantier pour y faire onze heures et sans déplacement, alors que des camarades fumistes industriels qui travaillaient à ce chantier avec un déplacement ont déposé un cahier de revendications non accepté.

Pourquoi les briqueteurs jaunes ont-ils accepté de remplacer leurs camarades fumistes ?

Espérons que ce petit entrefilet les rappellera à leurs devoirs d'ouvriers et qu'ils ne continueront pas plus longtemps leur besogne de jaunes.

Le délégué régional : A. MATHIS.

Le Bâtiment de Grenoble à l'interdit

Le Syndicat du Bâtiment met en garde la corporation de n'importe quelle région de ne pas se diriger sur Grenoble qui est à l'index pour un temps indéterminé.

Dans cette ville, où la vie est la plus chère de toute la France, l'ouvrier est victime d'un patronat rapace et voleur ; ce patronat est soutenu par une bourgeoisie réactionnaire de toute catégorie pour faire courber la tête à nos camarades.

Nous vous demandons de mener une campagne active en vue de ce boycottage très nécessaire à l'égard de cette ville.

Sachez que le tarif officiel pour un ouvrier du Bâtiment est de 2 fr. 10 à 2 fr. 20 de l'heure. Il ne faut plus que les ouvriers courbent la tête.

Le Comité de Grève.

EN CINQ SEC

Ce jour-là, le bureau cégélonjambiste se sent tout regaillardé. Le Parti Communiste proposait le front unique au Parti Socialiste afin de réaliser toute une kyrielle de revendications, notamment les huit heures avec les six francs de plus par jour, et les 1.800 supplémentaires par an.

— Faut pas s'en faire, déclara le citoyen Yellow en esquissant un pas de danse et en sirottant un faux air d'opéra russe.

— Je ne dis pas comme toi, répliqua tristement le lugubre sacrifice Barrat en regardant avec inquiétude son tonneau des Danoises, meuble délabré que la commission de contrôle prend pour un coffre-fort.

— Seulement, voilà, insista Dudule, s'ils s'emparent du programme syndical pour piéger les suffrages des électeurs et emmêler les socialistes, il ne nous restera plus rien à servir aux syndiqués qui nous restent fidèles. Et que ferons-nous, si nous n'avons plus rien à faire ?

— Oh, pour cela, nous nous sommes pas embarrassés, risposta Barrat-Barrat. C'est comme pour un autre, voilà déjà cinq ans que je me sacrifie dans un fauteuil et, avec l'entraînement, je peux encore continuer.

— Ben, moi, j'ai une idée, proposa le camarade Red. Si nous avons pris les loisirs, profits de la saison. Avec Sémaré et Jacob, nous avons prévu de retourner à l'Ile de Ré. S'il y a des amateurs.

— En ce cas, il faut m'inscrire, déclara le Mitrion. Ton île est encore préférable à un four de boulangerie.

Et voilà pourquoi cette année, au lieu de trois baigneurs unitaires, l'Ile de Ré recevra toute la colonie de la Grange aux Belles. Le citoyen Sémaré fait des démarches pour avoir un train spécial, ce vieux serviteur de Jacob prépare les bagages et les brosses.

En raison de cette absence, les grèves sont décommandées, et le grand soir est reporté à plus tard. Dans la vie, faut pas s'en faire, et une trempette des chefs dans l'eau salée ne peut pas faire de mal aux syndiqués.

PEPIN LE BREF.

Aux Jeunes du Bâtiment

GRANDE BALADE pour les Fêtes de la Pentecôte

Le camarade Salat sera une conférence avec le concours du camarade Don Bosco et de chansonniers révolutionnaires.

Les camarades sont cordialement invités à participer à cette fête.

Prendre le train à la gare de Lyon et descendre à Montmartre.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *L'Égalité*, 10-12, rue Paul-Lelong, Paris

La Somme continue ses efforts d'Unité

Notre confrère *Germinal* nous apprend que le Comité Intersyndical Régional de Saint-Omer (Somme) prend l'initiative d'organiser le premier dimanche de septembre une réunion ouverte à tous les délégués des syndicats du département : unitaires, autonomes ou confédérés ; dans le but : épreuve, explications, échange de vues, précisions pour la formation de comités d'usines pouvant, en cas de conflits, par l'application d'une tactique de